

Repères sur la Turquie n° 4 *Le PKK dans l'impasse ?*

Julien Cécillon

Les affrontements entre le PKK (Partiya Karkerên Kurdistan), créé en 1978 par Abdullah Öcalan, et l'armée et les services de renseignements turcs ont fait près de 40 000 victimes en Turquie. Le conflit, qui a débuté en 1984, a connu plusieurs phases. L'apogée des combats se situe au milieu des années 1990. Le PKK compte alors plus de 10 000 combattants et reçoit le soutien politique d'acteurs régionaux (Iran, Syrie), sans compter l'aide financière des communautés kurdes émigrées en Europe. L'organisation affiche une idéologie mêlant socialisme et nationalisme kurde et vise la création d'un État indépendant pour tous les Kurdes de la région. Des pans entiers du territoire turc sont alors quasiment contrôlés par le PKK, qui s'appuie aussi sur des bases arrières au Kurdistan irakien. Cette dynamique s'essouffle après 1999, année de l'arrestation d'Öcalan au Kenya par les services turcs. Pour sauver sa tête, et alors que se profile une issue politique du fait du rapprochement entre la Turquie et l'Union européenne, Öcalan se range à l'idée d'une « solution démocratique » au problème kurde ; le PKK déclare un cessez-le-feu unilatéral (1).

La Turquie abolit effectivement la peine capitale en 2002 et Öcalan continue de contrôler plus ou moins le PKK depuis sa prison sur l'île d'Imrali, le processus de décision demeurant toutefois très opaque. Une nouvelle phase s'ouvre en 2004, avec un nouveau leadership composé des vétérans Murat Karayilan, Cemil Bayik et Duran Kalkan, qui opte pour le retour à la violence. Devant l'absence de solution politique, face à la répression de l'État turc et au harcèlement meurtrier de l'armée qui, elle, n'a jamais cessé les combats, une nouvelle génération de jeunes Kurdes

Dopé depuis 2004 par l'instabilité irakienne, le PKK connaît aujourd'hui une crise : le mouvement est cerné sur le plan diplomatique et confronté à un problème de légitimité auprès de sa base kurde en Turquie.

Julien Cécillon est assistant de recherche pour le programme « Turquie contemporaine » de l'Ifri.

« Repères sur la Turquie » propose tous les deux mois un éclairage ponctuel original sur des sujets d'actualité.

Programme « Turquie contemporaine »
Le programme de recherche « Turquie Contemporaine » de l'Ifri offre régulièrement des outils d'analyse à destination du grand public et des décideurs. Il vise également à promouvoir le dialogue francoturc à travers des partenariats diversifiés entre les sociétés civiles des deux pays.

s'engage dans la guérilla. Le contexte d'instabilité en Irak après 2003 facilite l'implantation de camps d'entraînement dans les montagnes du Kandil au Kurdistan irakien, à une centaine de kilomètres de la frontière turque. Le PKK profite aussi de la relative facilité à obtenir du matériel de combat en Irak, de la porosité de la frontière turco-irakienne et de la bienveillance à la fois des États-Unis et du GRK (Gouvernement régional du Kurdistan irakien) nouvellement établi. Entre 2005 et 2007, des attaques ont ainsi lieu quasi quotidiennement en Turquie, et pas seulement dans la zone frontalière, comme en témoignent les attentats de Kusadasi en 2005 ou Tunceli en 2007. Dans cet intervalle de temps, le PKK revendique jusqu'à 1 500 victimes parmi les militaires turcs.

Aujourd'hui, la phase d'expansion entamée après 2004 semble toucher à sa fin. Depuis 2008 en effet, la liberté d'action du PKK s'est considérablement réduite. La Turquie, un temps tenue à l'écart du terrain irakien du fait de son opposition à l'intervention américaine, a repris ses bombardements au Kurdistan irakien. De plus, Ankara a finalement réussi à retourner les différentes puissances régionales contre le PKK. Cerné de toutes parts, ce dernier connaît désormais une crise de stratégie et de légitimité au sein même du mouvement kurde.

Un étau régional

Depuis 2003, la Syrie et l'Iran s'inquiètent des effets conjugués de l'autonomisation du Kurdistan irakien et du regain d'activité du PKK sur leurs propres minorités kurdes. Une filiale syrienne du PKK, le PYD (Partiya Yekiti ya Demokratîk), est en effet apparue en 2003 et en 2004 et plusieurs mouvements de révolte ont été signalés parmi la population kurde syrienne, qui compte 2 millions de personnes environ. Au même moment, le PJAK (Partiya Jiyana Azad a Kurdistane, Parti de la liberté au Kurdistan), créé sur le modèle du PKK et lui aussi basé au Kurdistan irakien, lance des opérations en Iran, où vivent 5 à 6 millions de Kurdes. Téhéran et Damas rejoignent alors Ankara dans sa stratégie antiterroriste. Plusieurs bombardements conjoints turco-iraniens ont eu lieu au Kurdistan irakien entre 2006 et 2009, tandis que la Syrie réprime sévèrement ses propres mouvements kurdes (2).

Le gouvernement central irakien se rallie lui aussi à cette ligne à partir de 2007. Lorsque le Premier ministre Nouri Al-Maliki se rend en août de cette année en visite officielle en Turquie, les deux pays signent un mémorandum visant à mettre fin à la présence du PKK en Irak. La normalisation des relations turco-américaines sur le dossier irakien, et le rapprochement entre le GRK et Ankara modifient ensuite fondamentalement la donne en défaveur du PKK. Fin 2007, après une visite du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan à Washington, les États-Unis acceptent d'inclure le PKK dans leur stratégie de guerre contre

le terrorisme. Pour le gouvernement américain, il s'agit surtout de se concilier la Turquie, un allié dont le poids et le rôle politiques deviennent indispensables à la stabilisation de l'Irak. Ankara obtient alors que Washington ferme les yeux sur ses opérations au mont Kandil, mises en veilleuse depuis 2003. Mieux encore pour l'armée turque, les États-Unis acceptent d'échanger régulièrement des renseignements sur les positions du PKK en Irak.

En parallèle, Ankara et les autorités kurdistanaises d'Irak s'engagent dans une dynamique de coopération qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui, au détriment du PKK. En novembre 2008, le GRK ferme les bureaux du parti proche du PKK au Kurdistan irakien, le PCDK (Parti pour une solution démocratique au Kurdistan). En février 2009, des peshmergas ouvrent le feu à Erbil sur une manifestation de soutien au PKK. Ce jour-là, le Premier ministre kurdistanais Nechirvan Barzani déclare même qu'il ne va pas « laisser ce territoire [le Kurdistan irakien] être utilisé contre la Turquie ». Le président irakien Jalal Talabani resserre l'étau en déclarant un mois plus tard, pendant la visite de son homologue turc Abdullah Gül à Bagdad : « Soit le PKK rend les armes, soit il quitte le pays » (3). Le GRK a promis de bloquer le ravitaillement de la guérilla en armes et en vivres ; il n'est cependant pas allé jusqu'à lancer lui-même une opération contre le PKK, qui reste relativement autonome sur ses positions du Kandil.

Le PKK se trouve donc progressivement dépourvu de ses soutiens régionaux. Ses difficultés sont accrues par l'intensification de la coopération antiterroriste entre la Turquie et l'Union européenne, qui sert en partie de dérivatif au blocage des négociations d'adhésion. La relation turco-américaine, qui se dégrade considérablement sur d'autres plans, semble privilégier la même voie : en 2009 les États-Unis ont classé le PKK dans la liste des groupes narcotrafiquants, ce qui renforce l'arsenal répressif américain dirigé contre lui. Cet encerclement progressif contribue aussi à affaiblir le positionnement du PKK en Turquie même.

Le front intérieur dans l'impasse

Face au matériel sophistiqué de l'armée turque, le PKK n'est plus en mesure de mener la lutte de front : les effectifs et la fréquence des opérations se réduisent et les modes opératoires sont moins spectaculaires (4). Depuis 2006, le PKK multiplie les cessez-le-feu unilatéraux (3 sur ces 4 dernières années), affirmant ainsi sa volonté de s'imposer comme interlocuteur politique, revendication qui reste à ce jour ignorée par l'État turc même si des contacts existent avec les services de sécurité (5). La nécessité d'une solution politique n'a pourtant pas échappé au gouvernement de l'AKP, qui a proposé une sorte de « paix des braves », avec la mise en place des *baris grubu*, ou « groupes de la paix », en octobre 2009. Ces groupes, composés d'anciens combattants

et de réfugiés kurdes se sont présentés à la frontière turco-irakienne pour bénéficier de l'article 221 du Code pénal turc, qui exempte de poursuite les membres du PKK renonçant à la lutte et dont on n'a pu prouver la participation à des opérations armées. 8 ex-guérilleros et 26 réfugiés du camp de Mahmur ont ainsi été accueillis sur le toit d'un bus au poste frontière de Habur, et promenés et fêtés comme des héros dans tout le sud-est de la Turquie, notamment à Diyarbakir le 19 octobre 2009, où 100 000 personnes les attendaient. Ces événements, retransmis en direct à la télévision nationale turque, ont profondément choqué les familles de soldats turcs tombés dans des affrontements avec le PKK, et provoqué des débats très vifs en Turquie. D'autres opérations de ce type, planifiées par le gouvernement, ont dû être annulées sous la pression de l'armée et des milieux nationalistes. En outre, des actions en justice pour « adhésion à une organisation illégale » et « propagande » ont été lancées contre tous les membres des groupes de la paix, pour des propos tenus après leur entrée en Turquie. En juin 2010, six d'entre eux ont été arrêtés pour empêcher leur sortie du territoire. En juillet, ceux qui étaient encore libres repassaient la frontière dans l'autre sens (6).

Avec l'échec des *baris grubu*, c'est la capacité de la société turque à accepter une solution négociée de la question kurde qui est mise en question. L'impasse persiste alors que les appels à la négociation se multiplient, venant d'Öcalan mais aussi de Karayilan, qui déclarait en août 2009 : « La solution se trouve dans les frontières actuelles, mais uniquement si la Turquie adopte les standards démocratiques européens » (7). Ces appels au dialogue, dont on peut discuter la sincérité, sont pour l'instant restés lettre morte côté turc. Le gouvernement ne semble pas disposé à brusquer l'opinion non kurde, encore traumatisée par la violence et hostile au PKK. Le réflexe semble plutôt être de donner carte blanche à l'armée sur le dossier kurde, de manière à alléger la pression de l'institution militaire sur d'autres sujets. On peut au passage se demander dans quelle mesure une solution négociée n'entraînerait pas une perte nette de légitimité pour l'armée, dont le poids social et le rôle politique sont à l'heure actuelle contestés en Turquie. En 2007, le quotidien Taraf révélait que l'armée avait eu vent en amont d'une attaque kurde sur le poste militaire de Daglica à la frontière turco-irakienne, sans procéder pour autant à un redéploiement défensif. L'attaque en question a fait 12 morts et 17 blessés turcs, tandis que 8 soldats étaient capturés par le PKK. Ce type d'incidents alimente bien des théories du complot, autour d'une possible entente entre le PKK et l'armée turque pour maintenir le statu quo. Quoi qu'il en soit, alors que les perspectives d'intégration politique du PKK semblent faibles, une alternative legaliste et non-violente pourrait aujourd'hui se dessiner pour le mouvement kurde.

Une contestation interne ?

Depuis 2007, les Kurdes sont représentés au parlement turc par un parti qui compte une vingtaine de députés. Certes, Öcalan conserve un pouvoir d'orientation sur la stratégie et l'organisation du mouvement ; la Cour constitutionnelle turque a d'ailleurs argué de la collusion entre le PKK et le parti du DTP (Demokratik Toplum Partisi, Parti de la société démocratique) pour dissoudre ce dernier en novembre 2009. Pourtant, aujourd'hui, les succès politiques du BDP (Baris ve Demokrasi Partisi, Parti de la paix et de la démocratie, qui a succédé au DTP) sapent en partie la légitimité du PKK, qui n'est plus de fait le seul porte-étendard de la cause kurde. La stratégie légaliste du BDP pourrait offrir une alternative à la logique de la violence, qui colle à l'image du PKK en dépit de ses appels au dialogue. Une nouvelle génération de figures politiques kurdes émerge et fait son apprentissage politique, notamment dans les 99 municipalités remportées par le parti kurde aux élections locales de mars 2009. Une nouvelle élite politique, qui conserve malgré tout des liens avec la guérilla, est désormais aux affaires dans de grandes mairies du sud-est anatolien, et y consacre son énergie à la mise en œuvre des droits récemment acquis dans le cadre des réformes pro-européennes. Le renouveau culturel, à partir de l'usage de la langue kurde, est remarquable ; les progrès de la décentralisation et l'introduction d'une nouvelle forme de citoyenneté nationale reconnaissant la pluralité ethnique, sont maintenant les préoccupations majeures du BDP.

Dans le cadre de cette mue du mouvement kurde, des voix se font entendre depuis plusieurs mois pour critiquer l'usage de la violence. En octobre dernier Osman Baydemir, le maire de Diyarbakir, la « capitale » kurde du sud-est anatolien, dénonçait publiquement un raid attribué au PKK contre une usine locale : « Nous disons tout le temps [aux investisseurs] 'Diyarbakir est une ville sûre, venez et investissez'. Qu'est-ce que je suis censé leur dire maintenant ? » (8). Un mois plus tard, il déclarait que « le rôle des armes au XXI^e siècle est révolu », récoltant au passage les insultes d'un Öcalan inquiet de perdre la main et veillant à étouffer toute critique de la lutte armée (9). Or les déclarations de Baydemir ne semblent pas être un cas isolé. Au cours d'un séminaire organisé en décembre dernier par un portail d'organisations kurdes, le Congrès pour une Société Démocratique (Demokratik Toplum Kongresi, DTK), le président de l'association du patronat de Diyarbakir a critiqué le projet de « force d'autodéfense » kurde en discussion, affirmant craindre qu'une telle force ne se transforme en organe de pression contre les dissidents kurdes. Au-delà de ces dissensions politiques, un sentiment plus profond de lassitude semble traverser la population kurde, comme en témoigne l'appel de 99 ONG demandant la fin des violences en juin 2010 (10).

Isolé régionalement, contesté en Turquie même, le PKK n'a cependant

probablement pas dit son dernier mot. Comme toujours depuis le début de cette quasi-guerre civile, l'absence d'issue politique joue en sa faveur. L'« ouverture kurde » (Kürt açilimi) annoncée à grand renfort de publicité par le gouvernement turc au début de 2009 n'a débouché sur aucune avancée majeure. Pis, après la dissolution du DTP en décembre 2009, plus de 1 500 avocats, directeurs d'ONG, militants, et jusqu'à 53 membres du BDP, dont 8 maires de villes kurdes, ont été arrêtés dans le cadre du procès contre la Confédération du peuple du Kurdistan (Koma Civakên Kurdistan, KCK), accusée par les autorités turques d'être la branche urbaine du PKK. L'échec des initiatives politiques et le raidissement nationaliste attendu autour des élections de juin 2011 pourraient de nouveau favoriser une radicalisation. On peut aussi interpréter le cessez-le-feu systématiquement reconduit depuis août 2010 comme une simple pause stratégique, le PKK évitant généralement les combats en hiver, période où il est difficile d'opérer depuis les montagnes et durant laquelle il privilégie la reconstitution de ses forces. Enfin, malgré un contexte défavorable, le PKK n'a pas été défait sur le terrain et, comme le résume bien la formule de Henry Kissinger, « une armée perd si elle ne gagne pas. Une guérilla gagne si elle ne perd pas ».

(1) Voir A. Öcalan, *Declaration of the democratic solution of the Kurdish question*, 1999 <http://www.xs4all.nl/~kicadam/declaration/declaration.html>

(2) Voir « Group denial : Repression of Kurdish Political and Cultural Rights in Syria », *Human Rights Watch*, 26 novembre 2009

(3) R. Olson, « Turkey's Relations with the Kurdistan Regional Government (KRG) and Baghdad Government: 22 July 2007 to 29 March 2009 », paper présenté à la « Media conference 2009 » de l'Institut danois de Damas

(4) G. Jenkins, «The PKK insurgency enters a new era», *Turkey Analyst*, vol. 3 n°12, 21 juin 2010

(5) « President, PM hint state may talk to PKK to end terror », *Today's Zaman*, 25 août 2010

(6) « Makhmour group returns to camp from Turkey », *Hürriyet Daily News*, 20 juillet 2010

(7) M. Karayilan, « Le Parti des travailleurs du Kurdistan et la Turquie doivent déposer les armes », interview avec G. Perrier, *Le Monde*, 16 août 2009

(8) T. Seibert, « Kurdish rebels extend ceasefire », *The National*, 5 octobre 2010

(9) S. Küçükkosum, «PKK leader up in arms over war of words with mayor», *Hürriyet Daily News*, 24 novembre 2010

(10) « NGOs in Turkey call for end to armed conflict », *Hürriyet Daily News*, 28 juin, 2010

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares think tanks français à se positionner au cœur même du débat européen.

ISBN : 978-2-86592-832-3

© Ifri – 2011 – Tous droits réservés

Site Internet : ifri.org

